

# Le président Erdogan a jeté tout son poids dans la bataille électorale

Jusqu'au bout, Recep Tayyip Erdogan aura harangué les foules avant les élections municipales qui se déroulent ce dimanche en Turquie. Le président turc a tenu jusqu'à cinq meetings par jour pour éviter un revers aux candidats du Parti de la justice et du développement (AKP). Il l'a fait dans le cocktail de propos virulents et diabolisants qui caractérisent ses dernières campagnes électorales.

*“Ces élections ne sont pas seulement des élections pour élire des maires. Ce sont aussi des élections concernant notre survie”,* a-t-il dramatisé lors d'un meeting à Mus (Est) lundi.

L'entrée en récession de l'économie turque, pour la première fois depuis 2009, est le talon d'Achille (voir article à gauche, NdLR). Et Erdogan le sait. Dès lors, lors d'une rencontre avec des jeunes vendredi à Ankara, il a mis la hausse de l'inflation sur le dos des banquiers internationaux, *“de l'Ouest et de l'Amérique en particulier”*.

La hausse de l'inflation a tant fait grimper les prix que des distributions de fruits et légumes à prix cassés ont eu lieu aux mairies d'Ankara et d'Istanbul, son fief.

L'an dernier déjà, la perspective d'une économie chancelante menaçait le parti au pouvoir. Sous les soupçons de l'opposition, Erdogan avait avancé les élections législatives en juin alors qu'elles devaient se tenir en novembre 2019. L'AKP alliée aux nationalistes du MHP obtint 53,66 % des voix, assez pour coiffer sur le poteau les trois partis d'opposition: le Parti républicain du peuple (CHP), le Bon Parti (İYİ) et le Parti démocratique des peuples (HDP, à dominante kurde).

L'autre tactique électorale a consisté à

décrédibiliser ses deux adversaires les plus importants.

Des extraits des discours du président du CHP, le kémaliste Kemal Kılıçdaroglu, ont été mêlés aux images tournées par le terroriste d'extrême droite dans les mosquées de Christchurch et diffusées lors de ses meetings.

## La promesse d'“une nouvelle ère”

La tuerie en Nouvelle-Zélande a été l'opportunité pour Erdogan de se positionner en tant que défenseur mondial des musulmans. Ceux-ci constituent le cœur de son électorat conservateur et provincial. Dès l'annonce de l'attaque, le président turc a ordonné à son ministre des Affaires étrangères de se rendre en Nouvelle-Zélande. Il a ensuite déclaré que l'ex-basilique Sainte-Sophie d'Istanbul, actuellement un musée, pourrait être rebaptisée en *“mosquée Sainte-Sophie”* après le scrutin.

L'autre adversaire est le parti prokurde HDP, qui concentre ses efforts dans treize villes et l'est du pays. Erdogan l'accuse de *“terrorisme”*. Une accusation qu'a relevée Meral Aksener, la charismatique dirigeante du parti de droite İYİ lors d'un de ses meetings à Denizli. *“Cela fait dix-sept ans que cette personne mène une politique qui nous divise et nous monte les uns contre les autres”,* a dit cette ancienne ministre de l'Intérieur.

Si Erdogan et l'AKP parviennent à maintenir leur domination sur la scène politique turque dimanche, ils auront réussi leur pari: conserver le pouvoir jusqu'aux prochaines élections dans 4 à 5 ans et bâtir ce qu'ils promettent: *“Une nouvelle ère”*.

Christophe Lamfalussy